Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Disparition de Jacques Chirac: non à la falsification de l'Histoire

Par Bernard Houdin
Mondialisation.ca, 02 octobre 2019
Investig'Action 29 septembre 2019

Région : Afrique subsaharienne, L'Europe
Thème: Désinformation médiatique, Histoire et Géopolitique

Ce que je lis et j'entends me confirme dans mon sentiment que la volonté du courant « françafricain » du monde politico-médiatique persiste, aujourd'hui encore, à écrire l'Histoire à sa façon. Je ne vais pas citer les écrits et paroles qui se répandent actuellement pour concrétiser cette « écriture ». Mais les faits sont « têtus » ! Je vais rappeler les principaux qui ont alimenté la crise franco-ivoirienne sous la présidence de Jacques Chirac que certains, dans ce moment de catharsis nationale, voudraient « vêtir de lin blanc et de probité candide ».

Jeudi 26 septembre 2019 : jour de deuil pour la France et les Français. Jacques Chirac, sans doute le dernier « grand » homme d'Etat que le pays a connu, disparait au terme d'une longue épreuve qui l'avait éloigné de la vie publique depuis plusieurs années.

Immédiatement la « machine » politico-médiatique s'est mise en marche pour surenchérir sur l'homme, sa vie et son destin historique. Comme s'était exclamé Henri III devant la dépouille du Duc de Guise, tout le monde proclame qu'il « est plus grand mort que vivant ! ». La France, à l'unisson, salue, sans retenue, le cinquième président de la Vème République.

Citoyen français j'éprouve naturellement une certaine émotion pour un homme qui incarnera, pour l'Histoire, une partie du roman national. Ce n'est pas un secret, ceux qui me connaissent savent que j'avais voté « Chirac » aux élections présidentielles successives où il fut candidat et je garderai pour moi ce que je ressens à cet instant. Cela fait partie d'un débat franco-français qui n'est pas le sujet de cette tribune.

Mais mon parcours personnel, qui a débuté il y a près de soixante- dix ans en Côte d'Ivoire, m'a conduit jusqu'à obtenir la nationalité ivoirienne en 2007 (je suis un « bi-national ») et à devenir Conseiller du président Laurent Gbagbo à cette époque, me permet de m'interroger, légitimement, sur la relation complexe, *a minima*, entre le président Chirac et l'Afrique en général et la Côte d'Ivoire en particulier.

Depuis l'annonce du décès de l'ancien président je lis et j'écoute les propos des uns et des autres en m'attachant, plus particulièrement à Chirac « l'Africain » tel qu'il est aujourd'hui dépeint. Je ne m'en tiendrais qu'au cas de la Côte d'Ivoire.

Il est certain que Chirac était dans la ligne la plus directe de la saga de la « Françafrique »

dont le premier président ivoirien, Felix Houphouët-Boigny, Janus de la politique africaine de la France, était le pilier sur le continent. D'ailleurs, signe éloquent de cet attachement, l'un des premiers gestes de Chirac, élu président en 1995, sera de ramener au 2 rue de l'Elysée, siège de la « cellule Afrique » de la présidence, la figure tutélaire du système en la personne de Jacques Foccart.

Et ce que je lis et j'entends me confirme dans mon sentiment que la volonté du courant « françafricain » du monde politico-médiatique persiste, aujourd'hui encore, à écrire l'Histoire à sa façon. Je ne vais pas citer les écrits et paroles qui se répandent actuellement pour concrétiser cette « écriture ». Mais les faits sont « têtus » ! Je vais rappeler les principaux qui ont alimenté la crise franco-ivoirienne sous la présidence de Jacques Chirac que certains, dans ce moment de catharsis nationale, voudraient « vêtir de lin blanc et de probité candide ».

J'ai vécu personnellement de très près tous les évènements qui se sont succédé à partir de l'été 1999 en Côte d'Ivoire, de la préparation du Coup d'Etat contre le président Bédié survenu le 24 décembre de la même année jusqu'à la situation actuelle.

Au cours de ces vingt années tumultueuses pour les Ivoiriens, l'impact personnel de Jacques Chirac s'est affirmé sur trois épisodes majeurs : la chute de Bédié, le Coup d'Etat avorté du 19 septembre 2002 où le rôle de la France s'est étendu jusqu'à vouloir imposer aux dirigeants légitimes du pays des Accords léonins à Marcoussis le 23 janvier 2003 et la violente crise franco-ivoirienne née du bombardement de Bouaké le 6 novembre 2004.

Je ne m'étendrai pas sur le premier évènement dans lequel Chirac ne pourra jouer son rôle de sauveur de la ligne « Houphouëtiste », entravé dans les liens de la cohabitation avec la majorité socialiste arcboutée sur son dogme, à l'époque, du « ni ingérence, ni indifférence » sauf à dire que cette retenue subie sera, on va le voir, un des ferments du Coup de 2002.

En septembre 2002 la Côte d'Ivoire, deux ans après l'élection au suffrage universel de Laurent Gbagbo, au terme de dix mois chaotiques de transition militaire que le Général Robert Gueï, installé à la tête du *pronunciamento* à Noël 1999, tentera de « confisquer » après le verdict clair des urnes, panse ses plaies et, dans la foulée d'un Forum de réconciliation nationale initié par le président élu, se remet à espérer le retour à un vivre ensemble pacifié. Le gouvernement en place est d'ailleurs le reflet de cette volonté d'apaisement (où siègent, déjà, plusieurs ministres qui sont aujourd'hui des membres éminents du régime Ouattara).

Et, soudain, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, une attaque d'envergure, touchant à la fois le Nord, le Centre et le Sud du pays tente de renverser le pouvoir en place alors que le président Gbagbo est lui-même en déplacement en Italie. A l'époque je suis un dirigeant français d'une entreprise à Abidjan et en voyage, pour des raisons personnelles, dans le Sud de la France.

Rentré à Paris le lundi 23 septembre, je prends contact avec Denis Tillinac, un proche du président Chirac. Je sais qu'il a participé en tant que conseiller pour l'Afrique à la récente campagne présidentielle, qui a vu la réélection du président sortant, contre Jean-Marie Le Pen, avec un score de « potentat africain », selon l'expression de la presse française à l'époque, après la déroute inattendue du « favori » socialiste, Lionel Jospin, qui s'était tellement préparé à sa victoire qu'il ne se remettra pas de ce coup du sort et quittera la vie politique. De plus, par ses origines corréziennes, Tillinac jouit d'une relation très personnelle

avec le Président. Il me reçoit très vite, sans doute par politesse au départ, le rendez-vous ayant été organisé par un de ses amis.

Il m'avertit qu'il a peu de temps à me consacrer. Nous passerons plus de deux heures ensemble et il me recevra, ensuite, plusieurs fois.

Sans tergiverser, je lui demande : *« Pourquoi la France a fait ça ? »* À ma grande surprise, il ne dément pas. Il m'explique que Chirac vient de gagner haut la main et qu'à l'Assemblée nationale siège une majorité écrasante de députés de droite qui *« défilent tous à l'Élysée en répétant : on a viré* (sic) *Jospin, virons* (re-sic) *ses amis socialistes en Afrique !* ».

Désabusé devant cette position géopolitique primaire, je lui exprime poliment mon désaveu affirmant que ce n'est sûrement pas la bonne manière de faire prospérer des relations enfin adultes avec l'Afrique. Et j'ajoute, quant à la Côte d'Ivoire, que je pense que *« Gbagbo sera encore Président quand Chirac ne le sera plus en France »* ! Débarrassée des entraves de la cohabitation qui l'avait « neutralisée » en décembre 1999, la Françafrique s'est très vite ressaisie dès que l'occasion lui en a été donnée.

Je reverrai Tillinac beaucoup plus tard, en janvier 2007, alors que Chirac termine son dernier mandat. Il m'avouera ne même plus prononcer *« le nom de la Côte d'Ivoire devant lui »* tellement le président français est exaspéré par la tournure des évènements. (Gbagbo vient d'engager avec le chef rebelle Guillaume Soro un dialogue ivoiro-ivoirien qui va déboucher sur l'Accord de Ouagadougou –APO- qui conduira à l'élection présidentielle de 2010 que la France torpillera au sens le plus élémentaire du terme).

Le 6 décembre 2012, en écho aux propos du très chiraquien Denis Tillinac, le député socialiste François Loncle, qui connaît bien l'Afrique et préside alors le groupe d'amitié France-Burkina à l'Assemblée nationale, donne une interview dans son bureau du Palais-Bourbon. Répondant à une question évoquant l'éventuelle responsabilité du président burkinabé, Blaise Compaoré dans le Coup de septembre 2002, il dit clairement ce qui sonne comme une confirmation « française » :

« La France a davantage de responsabilités dans cette affaire, et on le verra. Ce qui est certain, c'est que les milieux gouvernementaux français de l'époque ne voulaient plus de Laurent Gbagbo et on connaît les méthodes françaises dans ces cas-là. Vieilles méthodes issues des pires travers du gaullisme, des méthodes Foccart, etc., et ça a perduré. Pour ça, ils trouvent toujours de bons professionnels.»

Le Coup d'Etat n'ayant pas prospéré, la France chiraquienne va s'entêter à soutenir le camp rebelle en essayant d'enfermer le pouvoir ivoirien dans le carcan d'un Accord signé aux forceps à Marcoussis le 23 janvier 2003 et qui prévoit un partage du pouvoir à Abidjan entre les différentes factions.

Mais avant de se prononcer sur les Accords de Marcoussis, dont il n'est pas signataire, Laurent Gbagbo viendra à Paris pour assister à la Table Ronde de Kléber les 25 et 26 janvier 2003. Après des tractations à rebondissement, Gbagbo obtient que Seydou Elimane Diarra (qui avait déjà présidé le Forum de Réconciliation en 2001) soit nommé premier ministre. Soro exigera, alors, les deux postes de souveraineté que sont les ministères de la Défense et celui de l'Intérieur. Bravache ou impatient, il le révèle devant les micros de la presse internationale sur le trottoir du Centre de Conférences, entrainant une réaction en chaine en Côte d'Ivoire, où l'opinion publique ne peut concevoir que ce « cadeau » soit fait aux

rebelles. Gbagbo rentrera précipitamment à Abidjan, pour calmer la rue, et il attendra quelques jours avant de se prononcer finalement début février.

Le 7 février je suis à Paris. Ce soir d'hiver je suis devant la télévision, sur une chaine d'info en continue, quand se met à défiler sur l'écran un bandeau qui annonce la diffusion imminente de l'allocution du président de la Côte d'Ivoire ! En effet quelques minutes plus tard Laurent Gbagbo apparait et prononce un discours très attendu en Côte d'Ivoire, et ailleurs sûrement, pour donner sa position sur les fameux Accords de Marcoussis et la Table Ronde de Kleber qui a suivi.

Avec calme et détermination il rappelle le contexte de « guerre » dans lequel le pays est plongé depuis le 19 septembre 2002. Et il explique pourquoi il prend la parole ce soir :

« Au moment où j'étais à Paris après que les partis politiques et les mouvements rebelles fêtaient les Accords de Marcoussis, vous vous êtes soulevés de colère. Je n'ai pas attendu une seule seconde, je suis venu aussitôt parce que ma place est à côté de mon peuple. Quand je suis arrivé j'ai vu cette colère, j'ai entendu cette colère(…) J'ai analysé et aujourd'hui le temps est venu pour moi de dire la parole de la Côte d'Ivoire ».

Je ne connais pas encore très bien ce président qui, de toute évidence, tranche dans le paysage politique africain. La suite du discours est une démonstration de la primauté du légal, incarné par la Constitution sur toutes les autres tentatives d'imposer quoi que soit au pays.

La fin de son allocution résume la capacité de résilience et de sérénité qui caractérise Laurent Gbagbo dans sa recherche de l'intérêt général :

> « Chers compatriote, faisons preuve de patience, de beaucoup de patience. Faisons preuve de tolérance. J'ai appelé au rassemblement et il n'y a pas de rassemblement sans tolérance. Essayons ce nouveau remède. On nous a proposé beaucoup de remèdes. Celui de Dakar, d'Accra, de Bamako, de Lomé. On n'a pas été guéri, c'est pourquoi on est encore là. Et j'aime bien l'expression qu'a utilisé Thabo Mbeki à Paris. Il dit que nous les Africains, nous sommes venus à Paris parce que nous n'avons pas trouvé de solution en Afrique. Cela est notre drame. Donc essayons ce médicament. S'il nous guéri tant mieux. Mais s'il ne nous guéri pas, nous essayerons un autre médicament ».

Cet épisode ne sera pas anodin pour la compréhension de la suite des évènements et aura donné au président Gbagbo une occasion de tester les capacités d'imagination infinies des tenants de la « Françafrique ».

Les Accords de Marcoussis ont été orchestrés sous l'égide, principalement, de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires Etrangères. Il est faible de dire que la résultante de cette opération n'a pas, et de loin, atteint les objectifs initiaux, c'est-à-dire la mise sous contrôle du pouvoir de Laurent Gbagbo qui, on l'a vu, avait su sortir par le haut du piège « françafricain ».

De Villepin va en conserver une amertume et une rancune tenace. Le pouvoir ivoirien va lui offrir une occasion inespérée de prendre, il le croit, sa revanche. En novembre 2004 Laurent Gbagbo informe la France de son intention de reconquérir le Nord du pays, tenu par des bandes armées déguisées en opposition au régime, au grand dam des populations. Chirac

charge alors l'ambassadeur de France à Abidjan, Gildas le Lidec et le commandant de la Force Licorne (composante française de la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire) Henri Poncet, de faire revenir le président ivoirien sur ses intentions belliqueuses.

Le président ivoirien les reçoit le mardi 2 novembre et accepte, dans un souci de maintenir le dialogue avec la France, de momentanément suspendre l'opération. L'ambassadeur informe immédiatement Michel de Bonnecorse, le conseiller Afrique de Jacques Chirac que, dans ces conditions, le rendez-vous téléphonique prévu ce mercredi 3 novembre entre les deux présidents n'est plus nécessaire. L'ambassadeur veut surtout éviter tout problème qui pourrait remettre en cause la bonne volonté affichée par Laurent Gbagbo. Mais de Bonnecorse insiste : *« le rendez-vous est calé »*. Laurent Gbagbo m'a raconté cet entretien téléphonique où il eut à subir le courroux du président français, avant de décider de raccrocher.

Alors qu'il a souscrit aux arguments des représentants français à Abidjan, qui lui ont expliqué qu'il risque de mettre à mal les Accords de Marcoussis, sur lesquels la France s'arcboute, Chirac lui parle d'une façon inadmissible dans le cadre d'un entretien de chef d'État à chef d'État. Le résultat de cet appel, que l'ambassadeur Gildas Le Lidec redoutait de façon prémonitoire, sera d'accélérer l'offensive, rebaptisée pour la circonstance opération Dignité. On peut imaginer la colère de Chirac, incapable d'admettre que le chef de l'État d'un pays souverain puisse prendre des décisions en toute indépendance pour assurer l'intégrité du pays que les électeurs lui ont confié.

Les Ivoiriens vont donc bombarder les positions rebelles au Nord du pays et principalement à Bouaké. Dans cette ville la France occupe le lycée Descartes qui lui sert de base pour ses opérations de contrôle et d'interposition entre les parties en conflit. Les jeudi 4 et vendredi 5 novembre les militaires français assistent, sans intervenir, au ballet des chasseurs ivoiriens. Ils sont d'autant plus confiants que les officiers supérieurs de la Force Licorne ont informé les troupes de ces actions ivoiriennes en leur précisant qu'ils avaient reçu des garanties de l'Etat-major gouvernemental ivoirien qu'ils ne seraient pas concernés par ces opérations.

Soudainement, le samedi 6 novembre, deux chasseurs prennent délibérément pour cible le camp français. On relèvera neuf militaires tués et plus de trente blessés. Dans la foulée de cet acte les avions ivoiriens sont détruits, l'armée française s'approche dangereusement de la résidence présidentielle à Abidjan, la foule envahie les rues de la ville et des milliers d'occidentaux, principalement français, fuient le pays.

J'étais à l'étranger ce jour-là et je décide de rentrer immédiatement à Abidjan, en sens inverse du flot qui vient de quitter le pays. Je transite par Conakry, les liaisons de la France vers Abidjan étant interrompues, et dès mon arrivée j'appelle le général en poste, Jean-Paul Thonier, qui est l'adjoint du général Poncet. Il me reçoit très vite à son bureau du camp de Port-Bouët. Il me fait part, dès le début de l'entretien, de sa conviction que Gbagbo n'est pour rien dans cette attaque. Il ajoute qu'il a eu des contacts avant l'opération avec le chef des forces terrestres ivoirien, le colonel Philippe Mangou, à qui il a même fourni les positions des Français dans la « zone de confiance » afin que les Ivoiriens les évitent dans leur avancée vers le Nord. C'est pourquoi, il a été extrêmement surpris du bombardement et des pertes militaires. Et il me raconte : *« On ne savait pas d'où cette attaque venait. Nous nous sommes concertés avec le général Poncet et nous avons réagi en militaires, en décidant de détruire tout ce qui volait d'abord. Et nous nous sommes fait engueuler (sic) par Chirac et Bentegeat!»*

Cette phrase du général me surprend totalement car j'arrive de Paris où toute la presse a annoncé la destruction de la flotte aérienne sur ordre de Chirac.

Il faudra que j'attende plusieurs années et une rencontre avec l'avocat des familles des militaires tués pour comprendre la raison de cette « *engueulade* » des généraux à Abidjan. En 2012 je fais la connaissance, à Paris, de maître Jean Balan, l'avocat des familles des militaires français. Maître Balan me fait accéder à certains documents dont des procès-verbaux (PV) d'auditions de soldats français. Une audition retient mon attention.

Dans celle-ci, un soldat explique que, pour la première fois depuis qu'il est affecté à ce camp, un panneau a été affiché sur le bâtiment qui sert de foyer : l'établissement sera fermé, EXCEPTIONNELLEMENT, toute la journée. C'est ce bâtiment qui a été visé par les Sukhoï ivoiriens : de nombreux autres témoignages font état de la précision des pilotes qui survolent plusieurs fois l'endroit, sans doute pour s'assurer de la cible, avant de lâcher leurs bombes. L'un d'eux déclare : *« Foyer visé. Cible délibérée. C'est bien le foyer que l'avion voulait atteindre.*"

Et un autre confirme: *"Tir très précis. Tir délibéré. Il n'a touché que le bâtiment qui se trouvait en face. C'est le bâtiment du foyer".*

Comme me le confiera le général Thonier, le général Poncet et lui-même sont avertis quasiment en temps réel du raid et de ses conséquences, soit moins de dix minutes plus tard. Première dissonance dans le camp français, le général Emmanuel Beth, ancien commandant de la force Licorne, décédé le 5 avril 2018 et qui était, à cette époque, en poste au commandement opérationnel du ministère de la Défense à Paris, déclare de son côté à la télévision française qu'il a fallu plus d'une demi-heure pour avoir vent de l'incident. Dans le même temps, les deux chasseurs sont revenus se poser à Yamoussoukro où, des images de télévision le prouvent, on voit les pilotes descendre de leurs cockpits sans fébrilité apparente et être salués par un militaire français qui les croise sur le tarmac, manifestement ignorant de ce qui vient d'arriver à Bouaké.

A Abidjan, des foules immenses se répandent aussitôt dans les rues de la ville et convergent, principalement, vers la résidence présidentielle de Cocody pour y établir un cordon de sécurité en forme de bouclier humain. Pas besoin d'être expert en stratégie pour imaginer un tel scénario.À Abidjan, les deux généraux ont déjà engagé leur réflexion et se préparent à une riposte qui, ils l'ignorent encore, va s'avérer un tournant imprévu dans le bon déroulement de l'affaire telle qu'elle a, sans doute, été imaginée en haut lieu. Poncet ordonne la destruction de *« tout ce qui vole »*. Simultanément les deux Sukhoï sont neutralisés à Yamoussoukro et les appareils positionnés à Port-Bouët, sur la base du GATL, sont détruits à la hache. Le contrecoup de cette décision ne se fait pas attendre.

La contrepartie immédiate de cette action des généraux à Abidjan est de provoquer une interférence dans le plan français. L'idée était, sans doute, la suivante : Gbagbo veut bombarder, laissons-le faire. Le samedi, jour où la ville d'Abidjan vit au ralenti, on organise, à travers les pilotes mercenaires, un bombardement d'un bâtiment vide du camp de Bouaké et on envoie la troupe arrêter Gbagbo qui vient « d'attaquer la France ». Le plan n'a pas fonctionné comme ses démiurges l'avaient planifié. D'abord les morts, une bavure terrible qui va créer la panique au sommet de l'Etat à Paris, puis la réaction inopinée des militaires à Abidjan, pas informés du projet…

Cette hypothèse n'est plus la mienne. Elle ressort des quinze mille pages du dossier

d'instruction de l'affaire. La dernière juge en charge a demandé le renvoi devant la Cour de Justice de la République (CJR) des trois ministres impliqués dans l'exfiltration des pilotes. Refus du procureur pour des raisons obscures. Cependant, un autre procureur vient d'avoir le courage de renvoyer en Cour d'Assises les pilotes concernés. Ils ne seront pas dans le box, mais un procès va se tenir au printemps 2020.

A la lecture du dossier on entrevoit que Chirac lui-même, à un moment donné du développement de l'affaire, a été « désinformé » et, sans doute, manipulé.

J'ajouterai à ces trois situations une initiative prise sous l'autorité de Jacques Chirac : la création, le 18 mai 2005, à Paris, d'une « plateforme » politique entre, essentiellement, le RDR (parti d'Alassane Ouattara) et le PDCI (parti historique d'Houphouët-Boigny, dirigé par Henri Konan Bédié) dénommée par ses « inventeurs » français le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP)

Alliance contre-nature de la carpe et du lapin qui servira d'écran en 2010 pour justifier le « résultat » de l'élection présidentielle ivoirienne et dont l'implosion actuelle, due à la volonté hégémonique du clan Ouattara, va sans doute marquer un tournant décisif dans la capacité de l'ex-colonisateur de rythmer la vie politique des ex-colonisés. En un mot, sortir de la dialectique du cavalier et de la monture.

J'ai voulu revenir, avec quelques détails, sur ces évènements entre Chirac et la Côte d'Ivoire, alors dirigée par Laurent Gbagbo, car ce que je lis et j'entends depuis la disparition de Jacques Chirac sur le volet franco-ivoirien de sa présidence est, le plus souvent, une réécriture de l'Histoire.

On connait la suite des évènements en Côte d'Ivoire après le départ de Chirac de la présidence. Laurent Gbagbo sera arrêté en avril 2011 au terme d'une crise postélectorale totalement instrumentalisée par le pouvoir français de l'époque et son transfert pour « crimes contre l'humanité » à la Cour Pénale Internationale (CPI) à La Haye.

Le 15 janvier 2019, plus de sept ans après son transfert, Gbagbo est acquitté par la CPI et le 16 juillet dernier, la Chambre publie le verdict écrit qui, sur plus de mille deux cent pages, exonère totalement le président ivoirien. Ceci est un autre débat mais, avec la disparition du président Chirac, le milieu politico-médiatique « françafricain » qui a été assommé par le verdict de la CPI, semble tenté de « rejouer le match » avec l'un de ses moyens d'actions favoris : la falsification.

Dans le contexte actuel je qualifierai cela en empruntant à Jacques Chirac une de ses formules : *« cela n'est pas convenable ! ».*

Bernard Houdin

Conseiller du président Gbagbo

Paris, le 29 septembre 2019

La source originale de cet article est Investig'Action
Copyright © Bernard Houdin, Investig'Action, 2019

Articles Par : Bernard Houdin

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca